



Photo Jacques Grenier
Michel Lepage. Deux facteurs importants: l'obsession de l'économie et la solidarité féminine.

LES TROIS PRINCIPAUX RIVAUX DE JOHNSON GAGNERAIENT DU TERRAIN

L'as-sondeur du PQ prédit un deuxième tour

PIERRE O'NEILL

Selon celui qui fut depuis dix ans l'expert-sondeur du Parti québécois, M. Michel Lepage, l'écart se rétrécit sensiblement entre les différents candidats à la présidence du Parti québécois et l'élection du nouveau chef nécessitera un deuxième tour de scrutin.

Dans une entrevue qu'il accordait hier au DEVOIR, M. Lepage a en outre émis l'opinion que M. Pierre-Marc Johnson, le favori au départ, voit plusieurs de ses partisans d'avant-campagne changer d'allégeance, pour se rallier à la candidature de Mme Pauline Marois, ou encore pour se ranger du côté de Bernard Landry et Jean Garon.

Un revirement que M. Lepage explique en

référant aux nombreux sondages thématiques qu'il a effectués pour le PQ et où les Québécois y exprimaient inlassablement des préoccupations obsessionnelles pour les problèmes économiques. En somme, estime M. Lepage, les gens découvrent graduellement que Bernard Landry et Jean Garon sont tous deux économistes, tandis que les femmes manifestent massivement leur solidarité à l'endroit de Pauline Marois.

Considéré depuis dix ans par les dirigeants du parti et du gouvernement comme l'autorité en matière de sondages d'intentions de vote, M. Lepage entretient par ailleurs la conviction que si des élections générales avaient lieu demain, les libéraux de Robert Bourassa remporteraient la victoire, quel que soit le

nouveau chef du Parti québécois.

Diplômé en génie de l'université Laval, ingénieur en télécommunications, Michel Lepage effectue son travail dans l'ombre depuis son entrée au secrétariat du PQ en 1975 et il est inconnu du grand public et même de la majorité des militants du parti. La technique et la méthodologie qu'il a développées au fil des années lui ont permis de se bâtir une réputation d'infailibilité. Aux élections générales de 1976, il avait prédit, plusieurs jours à l'avance, avec exactitude, combien et quels comités le parti allait remporter. Il a répété l'exploit à l'approche du référendum de 1980 et des élections générales de 1981. Sa compétence lui a mérité la confiance du premier ministre René Lévesque, qui y a eu recours

chaque fois qu'il a voulu avoir l'heure juste.

La décision de M. Lévesque de démissionner et de convoquer un congrès au leadership a entraîné Michel Lepage dans une longue réflexion sur son rôle au sein du parti. « Lévesquiste » inconditionnel, il a quitté le secrétariat du parti avec l'intention de se recycler en génie physique. Mais, la semaine dernière, il recevait un appel du premier ministre qui l'invitait à faire le reste du chemin avec lui, à titre d'attaché politique. Michel Lepage n'a pu résister.

Depuis le début de la campagne au leadership, M. Lepage n'a effectué aucun sondage pour le parti. Il s'est limité à répondre aux demandes d'aide technique des candidats dont

Voir page 8: L'as-sondeur

Au sommaire

FONCTIONNAIRES BIEN PAYÉS

Les hauts fonctionnaires de la ville de Montréal et de la CUM sont rémunérés plus grassement que les élus. C'est ainsi que le maire Drapeau touche des émoluments de \$84,000 et qu'un avocat de la Ville reçoit, lui, \$100,055 par année. **Page 2**

ENTRAVE À L'EXCELLENCE

De l'avis d'un conférencier qui a pris la parole au congrès de l'ACELF hier à Montréal, le nivellement par le bas qui résulte de l'abolition des voies enrichies à l'école québécoise entrave la recherche de l'excellence. Les enseignants, ajoute ce conférencier, M. Gilbert Lannoy, sont essouffés et vieillissent. **Page 3**

L'AFFAIRE GREENPEACE

Le président français, M. François Mitterrand, a ordonné hier une enquête sur les responsabilités éventuelles des services spéciaux français dans l'affaire Greenpeace. Le chalutier de l'organisation avait été coulé le 11 juillet dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande, causant la mort d'une personne. **Page 4**

LE DEVOIR ÉCONOMIQUE

PERSPECTIVES FAVORABLES

Contrairement à ce qui se produit aux États-Unis, les perspectives de croissance des profits sont excellentes au Canada. C'est du moins ce que soutient Susan Clark, analyste à la firme de courtage Richardson Greenshields. Le taux d'utilisation de la capacité de production industrielle reste supérieur au Canada à ce qu'il est aux USA. **Page 9**

SOUTHAM ÉCARTE LES MAINMISES « INAMICALES »

Par un vote de 92 %, les actionnaires de Southam, la deuxième plus importante chaîne de journaux au Canada, ont adopté une modification aux règlements de la compagnie afin d'empêcher toute « prise de contrôle inamicale ». En outre, on apprend hier le décès du président-directeur de Southam, M. Gordon Fisher, du cancer du foie. **Page 9**

PROPOSITION DE MORATOIRE DE 6 MOIS À LA SAQ

Le Syndicat des employés de la Société des alcools du Québec a proposé un moratoire de six mois pour ce qui a trait à la vente des 129 succursales de la SAQ. M. Raymond Asselin, le président du Syndicat, aimerait attendre la tenue d'élections générales au Québec. D'ici là, il se propose d'amener les candidats à la succession de M. René Lévesque à se prononcer sur le sujet. **Page 9**

L'ATTENTAT DE FRANCFORT



Photo AP
Debout parmi des pièces de ferrailles tordues, des experts en explosifs inspectent les dommages causés par la voiture piégée qui a causé la mort de 2 Américains et blessé 20 autres personnes à la base de Rhein Main.

La justice ouest-allemande pourchasse 12 membres de la Fraction armée rouge

FRANCFORT (AFP et AP) — L'attentat à la voiture piégée commis hier sur la base américaine Rhin-Main, à Francfort, a fait 2 morts et plus de 20 blessés, selon le bilan officiel établi par l'armée, a indiqué le porte-parole de la base.

Le bureau fédéral allemand des enquêtes criminelles a fait savoir dans un communiqué hier soir qu'il s'était mis à la recherche d'une dou-

zaine de membres du groupe de gauche « Fraction armée rouge » en rapport avec l'attentat, le premier à causer la mort d'un militaire américain stationné en Allemagne en 13 ans.

Le militaire qui a trouvé la mort s'appelait Frank H. Scarton, il n'avait que 19 ans et il était originaire de Woodhaven, au Michigan. La seconde victime est Mme Becky Jo

Bristol, de San Antonio, au Texas; elle était l'épouse d'un pilote de la base.

À Washington, la Maison-Blanche a dénoncé l'attentat qui a tué les deux Américains, en le qualifiant d'acte terroriste « honteux » faisant partie d'une campagne anti-américaine.

Le président Ronald Reagan a été

Voir page 8: La justice



Photo CP
Robert Burkholder

Un Canadien est enlevé puis libéré près de Sidon

OTTAWA (AFP-AP-PC) — Le canadien Robert Burkholder, enlevé hier à Nabatiyeh (sud du Liban), a été libéré dans la soirée.

C'est ce qu'a déclaré un porte-parole du secrétariat d'État aux Affaires extérieures, M. Denis Comeau.

M. Burkholder, qui administre un projet de développement agricole de la commission centrale mennonite, secte religieuse qui a son siège à Akron (Pennsylvanie), a été relâché à Sidon, non loin de l'endroit où il a été kidnappé.

De son côté, le directeur de la commission centrale mennonite du Canada, à Winnipeg, M. Dan Zehr a indiqué avoir parlé au téléphone à M. Burkholder quelques minutes après sa libération.

« Il a rejoint son épouse et ses trois enfants, âgés de un, quatre et six ans », a-t-il affirmé.

M. Burkholder a été enlevé hier dans la ville chiite de Nabatiyeh, alors qu'il se rendait à son travail, par des hommes armés qui l'ont emmené dans leur voiture. Le Libanais qui se trouvait en sa compagnie a été laissé en liberté.

Le Canadien, originaire de East York, en Ontario, vivait depuis trois ans à Nabatiyeh, où il travaillait sur des projets d'aide agricole et de se-

Nabatiyeh est sous le contrôle des chiites d'Amal et du parti Hezbollah (parti de Dieu) qui s'y sont installés après le départ des troupes israéliennes, en avril dernier.

Voir page 8: Un Canadien

Aménagement : Laval veut «donner l'exemple»

ALAIN DUHAMEL

En acquérant près de 200 acres de terrain près de l'autoroute Chomedey (A-13), la ville de Laval se propose de réaliser un aménagement urbain d'ensemble qui devrait avoir valeur d'exemple auprès des propriétaires de grands espaces inexploités en zone urbaine.

« Ne pourrait-on sortir des sentiers battus et donner aux gens le goût de projets intégrés? » se demande le maire de la ville, M. Claude Lefebvre. « Nous allons commencer par donner l'exemple... C'est fini les développements dans le champ! »

Le terrain visé se trouve au sud-ouest du secteur Chomedey. Il est borné à l'ouest par l'autoroute A-13, au sud par la rivière Des Prairies, au nord par le boulevard Lévesque et à l'est par les rues Saint-Judes et Des Bocages. Il se trouve à proximité des secteurs cossus de l'île Paton et du Havre des Îles.

Une demi-douzaine de personnes ou de sociétés possèdent les lots mais, selon le maire de Laval, n'ont jamais pu s'entendre ou s'associer pour mettre en valeur, dans une conception d'ensemble, ce vaste espace.

L'administration municipale se propose donc de réunir tous les terrains et, par un appel d'offres, de solliciter auprès du secteur privé des



Le maire Claude Lefebvre

projets de développement d'ensemble, conformes à ses objectifs d'aménagement. Si elle n'avait pris l'initiative, l'administration municipale estime que le développement complet de ce territoire n'aurait pu s'envisager avant une bonne dizaine d'années. Le scénario le plus probable, sans un regroupement des terrains, conduit à un développement en pièces détachées, fluctuant selon les humeurs du marché et des promoteurs immobiliers.

Voir page 8: Laval

LE CONSEIL DES SCIENCES

Smith se rallie à l'idée d'«utiliser la science pour augmenter les profits»

PAULE DES RIVIÈRES

OTTAWA — Dans une semaine, le Conseil des sciences du Canada se livrera à la déchirante opération qui doit l'amener à identifier les programmes qu'il devra abandonner par suite des compressions budgétaires qui se sont abattues sur lui ces dernières semaines.

Déjà hier, avant même la réunion où doit être débattu l'avenir du Conseil, le président de cet organisme consultatif, M. Stuart Smith, était en mesure de prédire l'abandon de plusieurs projets:

- une étude sur la médecine préventive,
- une autre sur la jeunesse, les technologies et l'emploi,
- une troisième sur les technologies de l'avenir dans l'industrie;
- une étude sur la toxicologie est aussi compromise ainsi que la participation de l'organisme à un colloque sur l'Initiative de défense stratégique américaine.

Pourtant, loin de mettre en jeu son avenir à la tête du Conseil — il avait déjà, en juin, vivement dénoncé les coupures budgétaires qui s'annonçaient — M. Smith s'y rallie aujourd'hui de bonne grâce. Il voit même dans la nouvelle politique du gouvernement Mulroney à l'égard du Conseil une occasion d'accroître l'influence que pourra jouer l'organisme même si, en bout de ligne, il doit y perdre plus de la moitié de ses employés.



Stuart Smith

« Le gouvernement n'est pas contre des recherches de base mais il veut plus de recherches appliquées, comprend M. Smith. Il veut davantage de recherches industrielles. Ses grandes préoccupations sont celles des bénéfices industriels en rapport avec les dépenses gouvernementales ou encore comment utiliser la science pour augmenter les profits », résumait-il au DEVOIR cette semaine.

Le Conseil des sciences a vu le jour en 1966, dans le but d'évaluer les besoins scientifiques et technologiques du pays, de sensibiliser le public et de fournir des avis au gouvernement. C'est évi-

Voir page 8: Smith

LA BOMBE, 40 ANS APRÈS HIROSHIMA

V. À l'aube de l'an 2000, paix impossible, guerre improbable

DEUX ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le philosophe français Raymond Aron, dans son essai *Le grand schisme*, concluait que pour les années à venir, la paix serait impossible mais la guerre improbable. Près de 40 ans plus tard, peu avant sa mort en 1983, il faisait le même diagnostic pour les dernières années de ce siècle.

« Je pense que Raymond Aron était un visionnaire et qu'il avait bien compris la révolution qu'apportait l'arme nucléaire dans les

JOCELYN COULON

relations entre les États. Son diagnostic d'après-guerre était juste, et son renouvellement pour les 15 prochaines années me semble tout à fait valable. Cependant, après ce délai, on peut déjà commencer à se poser des questions », déclare Stanley Hoffmann, de l'Université Harvard.

Selon Hoffmann, le programme d'Initiative de défense stratégique (IDS) du président

Reagan, s'il est mené à terme, risque de déstabiliser l'équilibre qui s'est installé depuis la signature du traité SALT-1.

« Il y a deux aspects à considérer dans le programme IDS. D'abord la défense antimissile protégeant toute la population. À part le président Reagan, je ne connais personne qui croit à ce rêve. Cela m'apparaît impossible. D'autre part ce même système, mais assumant la protection des forces nucléaires américaines au sol, pourrait très bien voir le jour, car certaines technologies lui permettant de

fonctionner existent déjà », dit-il.

Si cette défense antimissile limitée devait être déployée, elle pourrait, théoriquement, empêcher l'Union soviétique de frapper les armes des États-Unis, permettant aux Américains de répliquer et de détruire l'URSS.

C'est le 23 mars 1983 que le président Reagan révéla au monde son ambitieux programme : rendre les armes nucléaires obsolescentes et éventuellement les faire disparaître.

Cela serait possible, selon le président, Voir page 8: À l'aube

SUITES
DE
LA PREMIERE
PAGE

◆ L'as-sondeur

les organisations s'apprentent à sonder les intentions de vote des 100,000 membres. Et quand il dit avoir constaté un transfert d'allégeances depuis le clan Johnson en faveur de ses concurrents, Michel Lepage précise que ce ne sont pas là les conclusions de sondages scientifiques mais uniquement des « impressions » qu'il a recueillies au cours de ses tournées d'observations et de consultations dans les comités.

Sur le base du principe que l'attitude, la réaction et les préoccupations des militants péquistes sont homogènes d'un comité à l'autre, l'expert-sondeur du PQ tire un certain nombre de conclusions de son opération exploratoire « sur le terrain » : ■ Pierre-Marc Johnson est de beaucoup le plus connu de tous les aspirants à la succession de M. Lévesque et, depuis deux ans, les médias le présentent comme le dauphin et logique successeur. C'est cette réalité que le sondage de l'IQOP a traduite en indiquant que M. Johnson jouissait d'une forte avance sur tous ses concurrents.

■ Les Landry, Marois et Garon ont relativement réussi leur début de campagne, dont les effets commencent déjà à se faire sentir dans les comités. Dans un parti aussi fortement structuré que le PQ, les réseaux de communications de la base sont particulièrement efficaces et les responsables de quartiers ont tout aussi d'importance et d'influence que le président régional, le président de comité ou le député. C'est à la base de la pyramide que s'opèrent le « transfert » d'affection des partisans d'un candidat en faveur d'un autre : des gens qui vibrent aux mêmes préoccupations que l'ensemble des Québécois et « recherchent » un leader capable d'aborder de trouver des solutions aux problèmes économiques; des femmes qui comptent pour 39,3 % du membership total du Parti québécois.

■ Les médias, la publication des sondages, les déclarations des candidats, les échanges sur les thèmes économiques, les assemblées régionales et en général l'impact de la campagne sont autant de facteurs qui vont accroître la visibilité des aspirants les moins connus et sont susceptibles d'influencer sensiblement le comportement électoral des militants du parti en faveur des Landry, Marois, Garon et autres.

■ Au lendemain de l'élection du nouveau chef, les sondages indiqueront inévitablement une hausse de la cote de popularité du Parti québécois. Néanmoins, depuis 1982, les sondages démontrent que les électeurs sont profondément insatisfaits du gouvernement péquiste. Sur la scène fédérale, le sondage de Gallup avaient fait observer le même phénomène à l'endroit du Parti libéral du Canada. L'élection de John Turner a permis une remontée de la cote de popularité dans les sondages mais le parti a subi la défaite. La même chose risque d'arriver au nouveau chef du PQ, s'il ne réussit pas à susciter une remontée du degré de satisfaction, donnée tout aussi importante et significative que le pourcentage des intentions de vote.

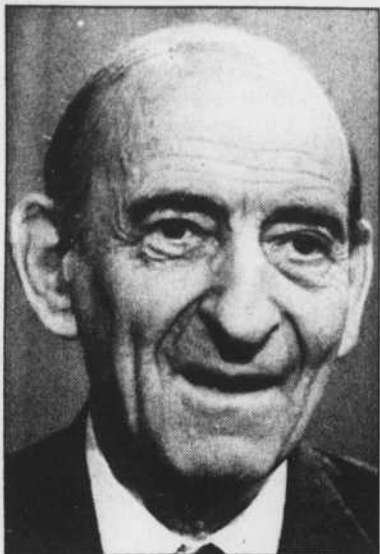
◆ À l'aube

avec l'aide d'une série de systèmes de défense non nucléaires qui, grâce à des lasers, des faisceaux de particules et des armes conventionnelles, devraient permettre d'abattre dans l'atmosphère et dans l'espace tous les missiles balistiques ennemis avant qu'ils n'atteignent le territoire américain.

« J'ai la nette impression que le programme IDS ira de l'avant, mais peut-être pas aussi loin que prévu. Je pense surtout que la recherche se fera et que de nombreux pays y participeront. Toutefois, à mon avis, on ne pourra pas installer d'armes défensives dans l'espace avant 40 ou 50 ans. Et si cela était, seraient-elles efficaces? La seule défense antimissile qu'on sera susceptible de déployer à court terme reste celle qui utilise des armes conventionnelles. Les Américains seront en mesure de la déployer d'ici 10 à 15 ans », dit Michel Fortman, professeur à l'Université de Montréal.

« Il y aura toujours moyen de contourner la soi-disant vulnérabilité des armes antimissiles. Les Soviétiques pourraient lancer une attaque massive, histoire de saturer le système. Ou bien rendre leurs missiles moins vulnérables aux lasers et en multiplier le nombre », dit Andrew Pierre, du Council on Foreign Relations.

D'ailleurs le sous-secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, M. Richard DeLauer, reconnaissait il y a quelque temps qu'une prolifération



Raymond Aron: visionnaire

incontrôlée d'armes offensives rendrait le système défensif inutilisable.

« Pensez-vous que les Soviétiques limiteront le nombre de leurs missiles pour que le système américain fonctionne? », demande Michel Fortman.

Pour John Lamb, directeur du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, la menace de guerre la plus immédiate ne vient ni de la course aux armes nucléaires ni de l'IDS.

« Comme on peut le constater, il n'y a pas eu de conflit d'envergure depuis 40 ans, grâce en partie aux armes nucléaires. Quant à l'IDS, ses effets déstabilisateurs ne se feront pas sentir avant le déploiement total de ses systèmes d'armes. Je pense plutôt qu'une éventuelle guerre pourrait éclater, suite à une situation à la 1914 », dit-il.

Stanley Hoffmann opine dans le même sens. « Ainsi un conflit dans une région ou un pays important, mais non vital, et où les deux Grands ont des intérêts, pourrait dégénérer en guerre. Je pense particulièrement au Moyen-Orient ou à l'Amérique centrale. Chacun des deux Grands, appuyant un camp, ne voudrait pas perdre la face. Si la bêtise devait l'emporter, alors l'escalade dans l'affrontement aboutirait à une guerre. »

Tout en étant d'accord avec cette interprétation, Michel Fortman indique que nous avons tendance à amplifier les événements futurs, mais à oublier rapidement les crises passées qui furent pourtant très sérieuses.

« On voit toujours l'avenir de façon pessimiste, surtout lorsque le dialogue Est-Ouest est interrompu. On imagine le pire. Mais se souvient-on de la crise de Cuba? À cette époque, le monde a été à deux doigts d'un affrontement nucléaire. Depuis lors nous n'avons pas vécu une autre situation semblable. Cela peut être rassurant d'une certaine façon », conclut-il.

FIN

◆ Smith

dement la première fois de son existence qu'il doit composer avec des coupures aussi importantes, lesquelles sont venues confirmer cette semaine les pires hypothèses de M. Smith: ce dernier a dû faire parvenir hier des avis de congédiement à 38 de ses 68 employés. Son budget, coupé de près de moitié, passe de \$4,9 millions à \$2,5 millions.

Mais, au-delà des chiffres, se profile une transformation plus profonde du rôle du Conseil des sciences, que le gouvernement fédéral veut rendre plus « efficace », selon les porte-parole du vice-premier ministre, M. Erik Nielsen. Le comité de révision des sciences gouvernementales de M. Nielsen concluait au printemps dernier que « certaines des activités du Conseil n'ont guère eu d'effet discernable sur la politique publique ou les investissements privés ».

Le comité Nielsen souhaitait que les activités du Conseil soient mieux définies. Il a jugé que les études de l'organisme dans le domaine de l'éducation post-secondaire étaient très bien mais que celles sur le milieu industriel étaient trop éloignées de la réalité.

Dans cette optique, le ministre d'État à la Science et à la Technologie, M. Tom Siddon, a demandé au Conseil, il y a quelques jours, de travailler en priorité sur quatre questions qui correspondent aux préoccupations du gouvernement.

Se prévalant d'une disposition de la loi utilisée à quatre reprises seulement au cours des 17 dernières années, M. Siddon a expressément demandé au Conseil des avis sur les moyens à prendre pour assurer une « utilisation optimale » des encouragements à l'innovation dans le secteur privé que le gouvernement a annoncés dans son budget le 23 mai; le Conseil conseillera aussi le ministre sur une méthode d'examen externe de contrôle de la recherche dans les laboratoires gouvernementaux; il étudiera la question de l'aide aux chercheurs universitaires et, enfin, il le conseillera sur « la portée optimale » du programme spatial canadien. M. Siddon veut des réponses d'ici le 15 octobre.

En soumettant ces requêtes au Conseil des sciences, M. Siddon a pris soin d'insister sur « la nécessité de conserver un organisme sans lien de dépendance qui peut offrir de l'extérieur des conseils impartiaux au gouvernement fédéral ».

Et, loin de voir dans ces requêtes une réduction de la marge de manœuvre du Conseil, le ministre assure qu'ainsi « le Conseil aura une influence plus grande sur les nouvelles politiques nationales en matière de science et de technologie ».

C'est aussi la conclusion à laquelle en est arrivé le président du Conseil des sciences, M. Smith, qui se réjouit aujourd'hui de « l'intérêt » que M. Siddon porte à l'organisme et du « défi » qu'il lui lance. M. Smith, dont le mandat prend fin au printemps, a donc décidé de rester en poste.

Pourtant il y a six semaines à peine, M. Smith — un ancien leader du Parti libéral de l'Ontario — défen-

dait vigoureusement la pertinence des études passées de son organisme. Cette semaine, il est prêt à reconnaître qu'« avant, sous les libéraux, le gouvernement nous laissait trop libres de choisir nos sujets et ignorait nos études. Alors aujourd'hui je ne peux pas me plaindre ».

Le champ d'étude passé du Conseil des sciences a recouvert une gamme très étendue de sujets, incluant plus récemment les biotechnologies en rapport avec l'industrie canadienne des matières premières ou l'impact des sciences et de la technologie sur l'environnement. Le Conseil s'est aussi intéressé à l'enseignement des sciences et au rôle des conseillers scientifiques dans les ambassades canadiennes à l'étranger.

Dans son évaluation du Conseil, le comité d'évaluation écrit pour sa part qu'à l'avenir, « le rôle du Conseil des sciences portera plus précisément sur les demandes relatives aux responsabilités de gestion et d'investissement du gouvernement fédéral ». Hier, un membre de l'équipe Nielsen qui s'est penché sur le cas du Conseil — et qui a voulu garder l'anonymat — a ajouté que le Conseil était au nombre des organismes qui avaient appuyé un accroissement des dépenses gouvernementales consacrées au développement et à la recherche mais se souciaient peu de ses effets sur l'investissement.

LE DEVOIR a également interrogé l'homme de sciences Louis Berlinguet, que l'ex-ministre libéral chargé du dossier, M. Donald Johnston, nomma conseiller spécial à son ministère d'État à la Science et à la Technologie, en juillet 1983. Parlant du nouveau mandat du Conseil, M. Berlinguet, qui a quitté Ottawa il y a quelques mois, ne voit pas pourquoi le Conseil des sciences consacrerait ses énergies des trois prochaines années à « étudier l'avenir des trous noirs en astronomie ». En clair, si le Conseil devient plus écouté du gouvernement, ce sera pour le mieux.

« Je ne trouve pas cela mauvais (que le gouvernement demande des travaux au Conseil). Si le gouvernement interdisait au Conseil de publier des documents, là ce serait différent mais tant que le Conseil demeure libre de publier ses avis, ça va », estime M. Berlinguet.

À la lumière de ce qu'il a observé dans de nombreux autres pays, M. Berlinguet refuse également de limiter le débat à une question de budget: « Ce n'est finalement ni la taille ni le budget de l'organisme qui importe. Il y a une question principale et c'est de savoir si le Conseil des sciences est ou non en mesure d'influencer le législateur », croit M. Berlinguet.

« On n'a pas besoin de 5,000 fonctionnaires », a-t-il fait valoir cette semaine.

◆ Un Canadien

Dans la journée, l'ambassade du Canada à Damas, avait effectué des démarches auprès des dirigeants du gouvernement libanais ainsi que des commandements de milices à Beyrouth afin de permettre la libération de M. Burkholder. L'ambassade du Canada à Beyrouth est fermée depuis le détournement du Boeing de la TWA en juin. Les diplomates canadiens travaillent maintenant à partir de Damas.

Quatorze étrangers demeurent toujours « disparus » au Liban depuis mars 84.

◆ La justice

informé dès le matin de l'attentat à la voiture piégée a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes.

« Le gouvernement américain condamne et déplore cet acte de terrorisme comme d'autres actes similaires, a-t-il ajouté en affirmant que, selon des indications préliminaires, un groupe radical violent a pris pour cible des installations militaires américaines et d'autres pays occidentaux aussi bien que des civils innocents ».

Bien qu'il n'ait toujours pas été revendiqué, l'attentat serait, selon le procureur général fédéral, M. Kurt Reibmann, à mettre sur le compte de la Fraction armée rouge (RAF).

C'est la première fois depuis plus de 13 ans qu'un attentat anti-américain commis en RFA est meurtrier. En mai 1972, une bombe placée aux quartiers généraux du 5e Corps d'infanterie, à Francfort également, avait tué un lieutenant colonel de l'armée. La Fraction Armée Rouge avait revendiqué le crime.

Si les forces américaines stationnées en Allemagne de l'Ouest ont souvent été par le passées la cible des terroristes, il faut en effet remonter à mai 1972 pour déplorer des morts. Trois soldats américains avaient été tués dans des attentats à la bombe perpétrés par la « Bande à Baader » contre le quartier général des forces américaines à Heidelberg.

Un attentat semblable à la voiture piégée, revendiqué par la RAF, avait pu être déjoué le 18 décembre dernier contre un centre d'instruction militaire de l'OTAN à Oberammergau (Bavière). Le véhicule bourré d'explosifs qui avait été découvert à temps, aurait, selon les enquêteurs, pu causer un carnage.

Il était 7 h 15 locales lorsqu'une déflagration assourdissante, selon les témoins, a secoué la base Rhin-Main, plaque tournante de l'armée américaine pour l'Europe qui voit transiter entre 40,000 et 50,000 personnes par jour, selon un porte-parole de l'armée.

Une Audi verte, munie de plaques minéralogiques américaines et garée à quelques pas de l'entrée du quartier général et à 40 mètres d'une caserne, venait d'exploser. Le souffle a détruit une trentaine de voitures stationnées sur le même parking tandis que les toits et les vitres des bâtiments avoisinants volaient en éclats.

« Après l'explosion, j'ai vu des voitures en flammes et trois personnes ensanglantées sur le bord d'un trottoir », a raconté M. Georg Wege-mann, un employé allemand des forces américaines.

L'attentat s'est produit à une heure où la base, qui fonctionne comme une véritable ville dans la ville, s'éveille et où la majorité de ses 6,000 habitants et employés se rendent au bureau. Les blessés ont été évacués vers plusieurs hôpitaux américains de la région, notamment Wiesbaden et Landstuhl (Palatinat, sud-ouest du pays), très bien équipés.

Au moment de l'explosion de Francfort, un autre attentat, certes mineur, a été déjoué à Hambourg contre le centre américain où une femme de ménage a surpris deux jeunes en train de mettre en place un bidon de cinq litres de liquide inflammable.

Depuis le début de l'année, et la naissance de l'euroterrorisme avec l'accord de coopération entre la RAF, le groupe terroriste français Action directe et les Cellules communistes combattantes belges (CCC), on assiste en RFA à une recrudescence des activités de la Fraction armée rouge.

Son dernier grand attentat anti-américain contre le général Frederick Kroesen, en 1981, qui s'était soldé par un échec, avait en effet entraîné une éclipse de la Fraction armée rouge.

Mais les autorités, en particulier le procureur Reibmann, n'avaient jamais cru à son démantèlement et se disaient convaincus qu'elle était encore capable de frapper. L'assassinat du patron des industries aéronautiques de RFA, M. Ernst Zimmermann, le 1er février à Munich, était venu confirmer leur thèse.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Speakes, a rappelé qu'une série d'actes terroristes ont été commis au cours des derniers mois en Europe contre des installations ou des militaires des États-Unis ou de l'OTAN, M. Speakes a ajouté : « Ces actes répréhensibles ne réussiront pas à affaiblir l'Alliance atlantique et nos relations étroites avec nos alliés ».

Un responsable de la Maison-Blanche a reconnu que les États-Unis ne disposent pas d'informations précises sur les auteurs de l'attentat à la base de Francfort mais il a rappelé que des actes terroristes récents ont été attribués à la Fraction Armée Rouge.

« Nous avons également la preuve d'une coordination très étroite entre des groupes terroristes européens qui prennent pour cible les installations militaires américaines », a ajouté pour sa part M. Édouard Djerejian, porte-parole adjoint de la présidence.

La Maison-Blanche s'est enfin félicitée de « l'excellente coopération » des autorités ouest-allemandes dans l'enquête sur l'attentat.

◆ Laval

Le conseil municipal a adopté récemment un règlement d'emprunt d'un peu plus de \$5 millions pour l'acquisition, par expropriation, des terrains.

L'hypothèse d'aménagement la plus connue s'inspire de certains aménagements résidentiels et récréatifs américains. Autour d'un terrain de golf, se construisent des ensembles résidentiels vendus en copropriétés. À Laval, ce type d'aménagement pourrait aussi comprendre une marina et un parc public sur le bord de la rivière Des Prairies. M. Lefebvre exclut toute proposition de privatisation, partielle ou complète, du bord de l'eau.

La valeur des investissements — certains chiffres grimpent jusqu'à \$200 millions — dépendra des projets mis en chantier et de la qualité de l'aménagement dans un terrain difficile.

Car l'aménagement de ce vaste espace, le dernier disponible dans ce secteur, comporte des contraintes importantes. Il se trouve, sur environ les deux tiers de sa superficie, en zone inondable et donc assujéti, soit à une prohibition complète, soit à des normes minimales plus exigeantes de développement. Un des lots de

Québec songe à hausser l'allocation scolaire pour les assistés sociaux

CAROLE BEAULIEU

Il en coûterait plus de \$5 millions au gouvernement du Québec s'il décidait d'augmenter de \$35 à \$100 « l'allocation scolaire » accordée annuellement aux familles bénéficiaires d'aide sociale dont les enfants sont d'âge scolaire.

Le projet de hausse est actuellement à l'étude auprès du Conseil du trésor mais il est encore trop tôt pour préciser s'il y aura hausse ou non et de quel ordre elle sera, a indiqué hier un porte-parole du ministère de la Main-d'oeuvre et du Revenu, Mme Rose Bilodeau. Une décision devrait être rendue à l'automne.

« C'est un pensez-y bien », a déclaré Mme Bilodeau, précisant que quelque 143,343 inscrits à l'école primaire et secondaire seraient touchés par cette augmentation.

À quelques semaines de la rentrée, l'Organisation pour la défense des droits sociaux de la région de Montréal (OPDS) a relancé cette semaine sa campagne en faveur d'une hausse de cette allocation scolaire qu'elle qualifie de « largement insuffi-

sante ». « Pour payer les dépenses de la rentrée je m'endette jusqu'en novembre », a soutenu hier au DEVOIR Mme Thérèse Robichaud, une mère de famille bénéficiaire d'aide sociale dont l'adolescente de 14 étudie dans une polyvalente montréalaise.

Un bilan détaillé des dépenses en matériel scolaire, costume de gymnastique, assurances, carte de transport en commun, activités parascolaires et autres que Mme Robichaud devra faire au cours des trois prochains mois s'élève à plus de \$280.

Depuis un an déjà le Front commun des assistés sociaux et sociaux du Québec fait des pressions auprès du Ministère québécois de la Main-d'oeuvre pour obtenir une augmentation de cette allocation dont le montant n'a pas changé depuis 1982.

L'organisme soutient que les dépenses occasionnées par la rentrée scolaire s'élèvent « dans tous les cas » à plus de \$100, et cela sans compter les vêtements des enfants. « Les familles assistées sociales dont plus de 90% du budget va au loyer et à la nourriture doivent couper dans l'essentiel pour envoyer leurs enfants à l'école », dénonce l'organisme.

La désinstitutionnalisation

La FAS réclame un moratoire sur les soins psychiatriques

QUÉBEC (PC) — La Fédération des Affaires sociales de la CSN a réclamé hier du gouvernement un moratoire sur la désinstitutionnalisation des soins psychiatriques ainsi que la publication de son énoncé de politique en santé mentale.

Le président de la FAS, Yves Lessard, s'est dit en accord avec le principe de la désinstitutionnalisation, mais il estime que les conditions pour sa réalisation ne sont pas encore réunies.

La FAS en appelle avant tout à la formulation d'un consensus social autour de la question. « C'est là la seule façon de s'assurer que seront rencontrés les besoins des bénéficiaires et que seront mis dans le coup la population et les différents intervenants dans ce domaine », a déclaré M. Lessard.

Tout en rappelant que le processus de désinstitutionnalisation a déjà été amorcé dans certains hôpitaux et centres d'accueil, avec comme résultat « un taux de réadmission qui varie entre 60 et 80%, selon les régions », la FAS a dit déplorer le manque de ressources pour soutenir les psychiatrisés hors des institutions.

Ainsi, a-t-elle précisé, un réseau opérationnel de ressources alternatives, ayant tout autant une fonction d'encadrement qu'une mission de développement de l'autonomie des personnes atteintes de troubles mentaux, doit être développé.

« Tant qu'il (le réseau) n'existera pas, la désinstitutionnalisation équivaudra à un 'dumping' de bénéficiaires ou à une reconstitution en plus petit et en plus mauvais des institutions existantes », estime la FAS.

Elle croit aussi qu'il y a « largement de place pour des réformes à l'interne (des institutions) sur les plans de l'humanisation des soins, de l'organisation du travail et des différentes approches à adopter auprès de la clientèle. Mais d'ores et déjà, poursuit-elle, la FAS considère que les hôpitaux psychiatriques de même que les centres d'accueil seront toujours nécessaires même s'ils sont allégés ».

« La désinstitutionnalisation ne peut être une question purement administrative ou économique », a aussi affirmé M. Lessard, en précisant que l'État semble s'orienter de plus en plus vers la privatisation du réseau des affaires sociales.

Si la réorganisation des services en soins psychiatriques devait être motivée par le facteur économique, « il s'en suivra rien de moins qu'une baisse appréciable de la qualité des soins et du traitement ».

L'État a l'obligation de se conformer à sa responsabilité en matière de santé, a déclaré M. Lessard, qui dit craindre que l'on assiste à un retour « du commerce de la santé, y compris de la santé mentale ».

Le terrain, situé à proximité du pont Louis-Bisson (autoroute Chomedey) constitue aux yeux de l'administration municipale « une entrée de ville » dont l'aménagement doit être soigné de manière à faire bonne impression auprès des visiteurs et des Lavallois eux-mêmes.

Le terrain, situé à proximité du pont Louis-Bisson (autoroute Chomedey) constitue aux yeux de l'administration municipale « une entrée de ville » dont l'aménagement doit être soigné de manière à faire bonne impression auprès des visiteurs et des Lavallois eux-mêmes.

ABONNEMENT AU DEVOIR

Pour recevoir LE DEVOIR à votre porte tous les jours du lundi au samedi, vous n'avez qu'à remplir et nous retourner le coupon-réponse.

Cochez le tarif choisi:

☐ 32\$ (13 semaines) ☐ 62\$ (26 semaines) ☐ 120\$ (52 semaines)

(Ces tarifs ne sont valables que pour la livraison par camelot ou poste surface au Canada)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____ Tél. _____

Retournez avec votre chèque ou mandat-poste à:

LE DEVOIR — Abonnements
211 rue du St-Sacrement
Montréal, Québec
H2Y 1X1

Je m'abonne
au
LE DEVOIR

9 août par la PC et l'AP

1984: le président égyptien Hosni Mubarak accuse des navires non identifiés d'avoir déposé des mines en mer Rouge.

1969: l'actrice Sharon Tate, ainsi que trois hommes et une femme, sont assassinés dans une maison de Beverly Hills, en Californie.

1964: l'ONU ordonne un cessez-le-feu à Chypre.

1960: coup d'État au Laos.

1945: un avion américain lâche une deuxième bombe atomique sur le Japon qui détruit plus de la moitié de la ville de Nagasaki.

1842: signature du traité d'Ashburton qui définit la frontière entre le Maine et le Nouveau-Brunswick.

1656: l'Acadie est concédée à La Tour par Oliver Cromwell.

SPORTS

Charlesbourg, ville-dortoir, est prête à accueillir les Jeux du Québec

NORMAN DELISLE

CHARLESBOURG (PC) — « Nous sommes prêts. Il ne nous manque que le beau temps pour la journée d'ouverture. »

Débordant d'optimisme, le directeur général des Jeux du Québec à Charlesbourg, Laval Côté, demeure néanmoins quelque peu nerveux. Qui ne le serait pas à quelques heures du moment tant attendu: l'ouverture de la grande finale des Jeux du Québec qui se déroulera du 9 au 18 août à Charlesbourg, dans la banlieue immédiate de la Vieille capitale.

Crayon en main, Côté revise un à un les rouages de l'immense machine que lui et les quelque 4,000 bénévoles qui l'entourent ont patiemment mis en place.

Les commanditaires, si nécessaires à la réussite financière de l'événement, ont répondu avec générosité, de sorte que les Jeux vont fermer leurs livres avec un léger surplus, explique le directeur général.

Les 10 écoles désignées comme sites d'hébergement pour les 3,000 athlètes sont prêtes à accueillir leurs pensionnaires.

Le traiteur, à qui on a confié le délicat mandat de veiller à combler ces milliers de jeunes estomacs affamés, a pris lui aussi les gros moyens pour fournir 70,000 repas d'ici 10 jours.

Au niveau des activités culturelles et sociales, les organisateurs ont « mis le paquet », assure Laval Côté. Le défi est de taille puisqu'on doit chercher à « garder » à Charlesbourg des visiteurs qui pourraient avoir la tentation de vouloir passer leurs soirées dans la capitale toute proche.

Les jeunes athlètes seront invités pour leur part à profiter de leurs temps libres pour visiter le jardin

zoologique ou le célèbre « Trait carré », les deux attractions culturelles de Charlesbourg dont la réputation a depuis longtemps dépassé les frontières locales.

Quant au recrutement des bénévoles, qui sont nécessaires pour la bonne marche des Jeux du Québec, on a dépassé largement l'objectif de 3,700 personnes. Plus de 4,000 Charlesbourgeois ont finalement donné leur nom, a expliqué M. Côté.

La réussite est d'autant plus méritoire que le recrutement a causé des problèmes aigrement ressentis il y a quelques mois. Bref, tout devrait se dérouler dans le meilleur ordre possible, croit le directeur général. Pour Charlesbourg, une ville de banlieue à l'aise et fière, le succès des Jeux du Québec est plus qu'un simple défi: on veut prouver au reste du Québec qu'une ville-dortoir n'est pas seulement une ville où on dort, mais où on peut aussi s'amuser et bien recevoir la visite.

Il y aura innovation ce soir, à l'occasion des cérémonies d'ouverture. Un défilé des athlètes est prévu: les quelque 1,800 jeunes qui participeront au premier bloc de compétitions quitteront la centrale administrative des jeux pour défiler jusqu'au Patro où auront lieu les cérémonies officielles. Les athlètes emprunteront des rues résidentielles de la ville et la population est invitée à les saluer au passage.

Les cérémonies d'ouverture sont censées se dérouler en plein air, sur les terrains du Patro de Charlesbourg où 10,000 personnes peuvent s'entasser. Toutefois, une solution de rechange a été prévue si Dame Nature refusait toute collaboration.

ÉCHOS — La venue des Jeux du Québec aura permis à la ville de Charlesbourg d'améliorer ses équipements sportifs pour une valeur de quelque \$600,000. On a notamment aménagé un nouveau champ de tir d'une valeur de \$100,000 dans le quartier Notre-Dame-des-Laurentides.

L'inscription de bénévoles a été tellement forte dans les derniers jours qu'on a manqué de cartes d'accréditation de couleur blanche, qui leur sont spécifiquement réservées.

Six sports sont au programme pour le premier bloc de compétitions: le baseball, la natation, le soccer, le tennis, le tir à l'arc et le tir à la carabine.

Six cascadeurs sont nécessaires pour personifier la mascotte des Jeux de Charlesbourg, Chabou, un écureuil gris.



Photo CP

Darryl Sittler à la retraite

Darryl Sittler, un vétéran de 15 saisons dans la Ligue nationale de hockey, a annoncé sa retraite, hier à Toronto. Ancien capitaine des Maple Leafs de Toronto, Sittler portait les couleurs des Red Wings de Detroit la saison dernière et il étudiait des offres des Oilers d'Edmonton et des Canucks de Vancouver.

Âgé de 34 ans, Sittler ne voulait pas cependant déménager sa famille une autre fois. Au cours des trois dernières années, le joueur de centre a porté les couleurs de trois équipes différentes.

Le 7 février 1976, Sittler a établi deux records de la LNH. Il avait enfilé six buts et fourni quatre passes pour un total de 10 points dans un match. Le 22 avril de la même année, il avait enfilé cinq buts dans un match éliminatoire pour partager la marque de la ligue avec Reggie Leach et Maurice Richard.

Sittler a déclaré que sa participation à la Coupe Canada 1976 était son plus beau souvenir.

EN BREF...

Carling Bassett face à Helena Sukova

TORONTO (PC) — Carling Bassett a disposé hier de Marcela Mesker, une Européenne de six pieds, en trois sets épuisants de 6-3, 5-7, 6-4, et la Torontoise âgée de 17 ans devra se préparer à un autre affrontement du même genre aujourd'hui quand elle devra croiser le fer avec la Tchèque Helena Sukova en quarts-de-finale du Défi Player's de tennis, qui offre \$365,000 de prix. Sukova, qui fait 6'1", a eu la tâche plus facile en éliminant la Roumaine Virginia Ruzici 6-1 et 7-5. En plus de Bassett et Sukova, on retrouvera en quarts-de-finale l'Américaine Molly Van Nostrand, la Tchèque Hana Mandlikova, l'Allemande Claudia Kohde-Kilsch et l'Américaine Martina Navratilova.

Lopez et Eggeling ex aequo

HIGH POINT, N.C. (AP) — Nancy Lopez et Dale Eggeling ont joué des premiers parcours de 66, six coups sous la normale, et sont ex aequo en tête du tournoi de golf Henredon doté d'une bourse de \$210,000. Eggeling a dû réaliser trois birdies à ses quatre derniers trous pour rejoindre Lopez. Elle est à la recherche d'une deuxième victoire en carrière depuis sa venue au circuit de la LPGA en 1976. Lopez a pour sa part enregistré trois victoires cette saison, et il ne lui en manque que trois autres pour être admise au Panthéon de la renommée du golf. Betsy King et Val Skinner occupent le troisième rang à 68, un coup devant Vicki Alvarez, Karen Permezel, Amy Benz et Margavet Ward, ex aequo à 69. Ward a en outre réalisé huit birdies, mais commis deux bogeys et un triple-bogey. Kathy Whitworth est l'une des 18 golfeuses à 70, cependant que Jan Stephenson et Marlene Floyd font partie d'un peloton de 19 joueuses à 71. Patty Sheehan, la championne sortante, a joué 73, tandis que Alice Miller, première boursière du circuit avec des gains de \$324,000, a commis un 74.

Keyvan Jenkins récidive

TORONTO (PC) — Le demi à l'attaque Keyvan Jenkins, des Lions de la Colombie-Britannique, a été nommé le joueur offensif par excellence de la Ligue canadienne de football pour une deuxième semaine consécutive. Jenkins a établi un record d'équipe en gagnant 206 verges au sol et il a inscrit deux touchés dans un gain de 43-18 sur les Argonauts de Toronto, la semaine dernière. Son coéquipier Al Wilson a de son côté mérité le titre du joueur de ligne par excellence tandis que le demi défensif des Tiger-Cats de Hamilton, Less Browne, obtenait l'honneur du joueur défensif.

Dave Butz boude les Redskins

WASHINGTON (AP) — Les Redskins de Washington ont l'intention de retrancher \$1,000 par jour au contrat qu'ils ont offert au bloqueur défensif Dave Butz tant qu'il ne signera l'entente. L'équipe lui aurait offert un contrat de \$975,000 pour deux ans. Butz, un vétéran de 13 saisons dans la LNF, ne s'est pas présenté au camp d'entraînement des Redskins. Le quotidien Washington Times a révélé que l'équipe aurait offert une entente qui prévoit un boni de \$200,000 à la signature du contrat et un salaire de \$325,000 la première année et \$450,000 la seconde.

Les Jeux du Canada compromis

SAINT-JEAN, N.-B. (PC) — La Fédération des travailleurs du Nouveau-Brunswick a fortement compromis le succès des Jeux d'été du Canada, mercredi, en demandant à ses 110 syndicats affiliés de les boycotter.

M. Tim McCarthy, président de la fédération, a expliqué que les syndicats voulaient ainsi manifester leur appui aux 160 fonctionnaires municipaux de Saint-Jean, qui ont débrayé après avoir rejeté la dernière offre patronale.

La grève et le boycottage, a reconnu M. Richard Oland, président du Comité organisateur des Jeux, vont créer des « problèmes et difficultés qui n'avaient pas été prévus ».

Mais « les Jeux doivent avoir lieu et ils auront lieu », a-t-il assuré.

M. Oland a rappelé qu'on a déjà dépensé \$22 millions pour ces Jeux, qui débutent dimanche et dureront deux semaines.

Les organisateurs, a-t-il poursuivi, ont également des obligations à l'égard des 3,100 athlètes qui prendront part aux Jeux.

Les grévistes sont des employés de bureau de l'administration municipale (cols blancs). Les 400 ouvriers (cols bleus) de la ville ont accepté, eux, la même offre qui a été faite aux grévistes, mais ils ont promis de ne pas franchir les piquets.

Les policiers municipaux se sont également engagés à respecter les piquets de grève.

BASEBALL

Ligue Nationale				
Hier				
New York à Montréal	Dravecky (8-7), 2, 18 h 05	Pittsburgh, Tunnell (1-7) à Montréal, Smith (12-4), 19 h 35	Welch (7-1), 22 h 35	Atlanta, Smith (6-8) à San Francisco, LaPoint (5-9), 23 h 05
Cincinnati à Los Angeles	Chicago, Eckersley (8-5) à New York, Gooden (17-3), 20 h 05	St. Louis, Kepshire (8-6) à Philadelphie, Hudson (5-9), 20 h 05	Ligue Américaine	
Houston à San Diego	Cincinnati, Browning (9-8) à Los Angeles,		Hier	
Chicago à St. Louis			Baltimore à Toronto	Cleveland à New York
Atlanta à San Francisco			Boston à Chicago	Milwaukee au Texas
Aujourd'hui				
Houston, Ryan (8-9) et Scott (11-5) à San Diego, Show (7-7) et			Detroit à Kansas City	Oakland à Seattle

BASEBALL

LIGUE NATIONALE				
Section Est				
NEW YORK	g	p	moy.	diff.
ST-LOUIS	62	42	.596	—
MONTREAL	61	42	.592	½
CHICAGO	59	47	.557	4
PHILADELPHIE	54	50	.519	8
PITTSBURGH	49	55	.471	13
	33	70	.320	28 ½
Section Ouest				
LOS ANGELES	61	43	.587	—
CINCINNATI	56	48	.538	5
SAN DIEGO	55	51	.519	7
HOUSTON	50	56	.472	12
ATLANTA	46	58	.442	15
SAN FRANCISCO	41	65	.387	21

LIGUE AMERICAINE				
Section Est				
TORONTO	67	39	.632	—
NEW YORK	57	47	.548	9
DETROIT	57	47	.548	9
BOSTON	55	49	.529	11
BALTIMORE	53	50	.515	12 ½
MILWAUKEE	45	57	.441	20
CLEVELAND	34	70	.327	32
Section Ouest				
CALIFORNIE	61	44	.581	—
KANSAS CITY	55	48	.534	5
OAKLAND	56	49	.533	5
CHICAGO	52	50	.510	7 ½
SEATTLE	49	56	.467	12
MINNESOTA	46	57	.447	14
TEXAS	40	64	.385	20 ½

FOOTBALL

Ligue Canadienne				
Hier				
Ottawa à Winnipeg	Hamilton en Saskatchewan			
Ce soir				
Edmonton à Toronto	Montréal à Calgary			
LIGUE CANADIENNE				
Section Est				
MONTREAL	p	g	p	n pp pc pts
OTTAWA	5	3	2	0 103 115 6
TORONTO	4	2	2	0 91 126 4
HAMILTON	5	2	3	0 132 131 4
	4	1	3	0 68 104 2
Section Ouest				
C-BRITANNIQUE	5	5	0	0 177 65 10
EDMONTON	5	3	2	0 128 126 6
WINNIPEG	4	2	2	0 85 97 4
SASKATCHEWAN	4	2	2	0 113 89 4
CALGARY	4	0	4	0 61 105 0

Welch (7-1), 22 h 35
Atlanta, Smith (6-8) à San Francisco, LaPoint (5-9), 23 h 05

Ligue Américaine
Hier
Baltimore à Toronto
Cleveland à New York
Boston à Chicago
Milwaukee au Texas
Detroit à Kansas City
Oakland à Seattle
Californie au Minnesota
Aujourd'hui
Detroit, Morris (12-6) à Cleveland, Waddell (5-5), 19 h 35
New York, Cowley (9-5) à Boston, Hurst (7-8), 19 h 35
Milwaukee, Darwin (6-13) à Chicago, Spillner (2-3), 20 h 30
Baltimore, Flanagan (1-1) au Texas, Hough (10-11), 20 h 35
Toronto, Stieb (10-7) à Kansas City, Black (7-11), 20 h 35
Californie, Zahn (2-0) au Minnesota, Viola (10-9), 20 h 35
Oakland, Sutton (10-6) ou John (3-4) à Seattle, Moore (10-6), 22 h 35

John McEnroe
Champion en titre
Champion mondial
en 1984
Ivan Lendl
3 fois champion
des Internationaux
Player's
(1980-1981-1983)
Jimmy Connors
Classé parmi les
3 premiers au monde
depuis 12 ans



Les frappeurs

(Partie d'hier non comprise)

pb	cs	pp	cc	moy.
Brooks	396	104	61	9 263
Butera	52	10	4	0 192
Dawson	333	88	48	11 264
Fitz'ard	246	50	27	5 203
Francona	135	35	16	1 259
Law	334	86	31	6 257
Newman	17	2	1	0 118
Nicosia	60	11	1	0 183
Raines	383	110	19	5 287
Shines	27	4	2	0 148
Thompson	2	1	0	0 500
Wallach	366	98	51	9 268
Was'ngton	145	43	17	1 297
Webster	90	20	8	4 222
Winn'ham	208	56	17	3 269
Wohlford	96	18	10	1 188
Bats volés: Raines 38, Win-				
ningham 16, Dawson 8, Was-				
hington, Brooks 6, Wallach,				
Webster 5, Fitzgerald, Law,				
Francona 4, Driessen, New-				
man 2, Nicosia 1.				

Les lanceurs

g-p	ml	pm	rb	mp	mpm
Burke	6-0	72.2	11	48	1.35
Gullickson	10-8	110.1	40	39	3.26
Heskeith	9-4	138.1	33	103	2.15
Lucas	3-2	38.1	12	17	2.82
Palmer	6-9	115.2	48	92	3.78
Reardon	2-4	58.2	15	46	2.29
Roberge	2-1	38.2	8	21	1.85
Schatzeder	2-4	76.0	33	44	3.90
Smith	12-4	152.1	49	87	2.89
Victoires préservées: Reardon, 28, Burke, 4, Roberge, Mahier, 1 chacun.					

McENROE! LENDL! CONNORS!



Les grands du tennis ont rendez-vous à Jarry! Venez voir ces super-athlètes déployer tous leurs talents pour le championnat des Internationaux Player's, le seul tournoi de tennis masculin de calibre mondial au Canada cette année!

du 10 au 18 août
Stade de Tennis Jarry

Billets en vente aux comptoirs
TICKETRON

Commandes téléphoniques:
TELETRON (514) 288-3782

Organisé par
Tennis Canada



LES Internationaux Player's CHAMPIONNATS DE TENNIS

*Marques de commerce — Imperial Tobacco Limitée

